

Études et rapports publiés en octobre 2016

Pauvreté

[En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté](#)

Cet ouvrage démontre, chiffres, documents officiels et travaux de chercheurs à l'appui, que cette stigmatisation des pauvres repose non sur des faits, mais sur des discours qui masquent les véritables causes de la misère. Enrichi par les apports de 14 partenaires, cet antidote à la mise à l'écart des pauvres propose des idées neuves pour éradiquer la misère.

Declaire Hédon, Jean Christophe Sarrot, Marie-France Zimmer

ATD Quart Monde. Essai, édition 2017. Préface Costa-Gavras, octobre 2016. www.atd-quartmonde.fr

[Neuf millions de pauvres, un chiffre exagéré](#)

La France compte 8,8 millions de pauvres, selon les données 2014 de l'Insee. Depuis 2008, l'Insee utilise la définition européenne de la pauvreté, c'est-à-dire le seuil à 60 % du revenu médian. Ce saut de 50 à 60 % change tout : il fait augmenter le seuil de pauvreté mensuel de 840 à 1 008 euros (pour une personne seule), le nombre de personnes concernées de 5 à 8,8 millions et le taux de 8,1 à 14,1 %

Louis Maurin. Point de vue 20 octobre 2016. www.inegalites.fr

Lutte contre la pauvreté

[Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté 17 octobre](#)

Le thème 2016 de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, souligne à quel point il est important de reconnaître et de prendre en compte l'humiliation et l'exclusion endurées par de nombreuses personnes qui vivent dans la pauvreté.

refuserlamisere.org. Note explicative du thème international, octobre 2016. www.refuserlamisere.org

Mesure de la pauvreté

[Comment mesurer la pauvreté ?](#)

Il existe trois façons différentes de mesurer la pauvreté, mais pas de norme objective. Longtemps en France, on considérait comme pauvre toute personne vivant avec la moitié du niveau de vie *médian*. On utilise alors l'expression du « seuil à 50 % ». Mais la France est passée à une définition plus extensive, souvent utilisée par les institutions européennes : le seuil à 60 % du revenu médian, soit un seuil de pauvreté de 1 008 euros en 2014, toujours pour une personne seule.

Louis Maurin. Observatoire des inégalités. 18 octobre 2016. www.inegalites.fr

Minima sociaux

[L'AAH ne prend plus sa retraite](#)

À partir du 1^{er} janvier 2017, les allocataires ayant un taux d'incapacité supérieur ou égal à 80 % pourront continuer à percevoir l'allocation adulte handicapé (AAH) après qu'ils ont atteint l'âge de la retraite. La continuité de l'AAH à la retraite est une mesure qui *va dans le bon sens mais elle est insuffisante pour sortir de la pauvreté les personnes en situation de handicap*, précise l'Association des paralysés de France (APF).

Faire Face. 4 octobre 2016. www.faire-face.fr

Protection sociale

[Économie politique de la protection sociale](#)

Quelles ont été les grandes évolutions du système de protection sociale français depuis 25 ans ? Ce livre aborde les principaux problèmes économiques auxquels est confrontée la protection sociale en France et revient en détail sur les incidences de la crise et les réformes récentes.

Mireille Elbaum. Nouvelle édition, octobre 2016, PUF. www.puf.com

[Économie, croissance et protection sociale : Quelle protection sociale pour demain ?](#)

L'organisation actuelle de la protection sociale et du système de santé volera ainsi en éclat, avec le risque que se créent et se creusent de nouvelles inégalités. C'est un appel à une réflexion collective prospective sur la protection sociale de demain que voudrait immodestement lancer ce point de vue.

Franck von Lenep. *Stratégies de croissance, emploi et protection sociale*. RFAS, n°5 octobre 2016. www.ladocumentationfrancaise.fr

Revenu de base - Revenu universel

[Revenu universel : Sous un visage généreux, un cautionnement de la précarité !](#)

Depuis quelques années, l'instauration d'un *revenu de base* refait surface sous diverses appellations *revenu universel*, *revenu minimum d'existence*, *allocation universelle*. Malgré la diversité des projets, des objectifs et des montants, l'idée commune est que l'État doit garantir à chaque personne vivant sur le territoire national un revenu minimum d'existence pour le libérer de la pauvreté.

Pascal Pavageau. *Miroir social*, 25 octobre 2016. www.miroirsocial.com

Droits fondamentaux

Santé

[La CMU-C et l'ACS réduisent les inégalités en soutenant le pouvoir d'achat des plus modestes - Impact redistributif de deux dispositifs d'aide à la couverture complémentaire santé](#)

La couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) et l'aide au paiement d'une complémentaire santé (ACS) sont deux dispositifs qui visent à améliorer la couverture santé des publics les plus susceptibles de renoncer aux soins pour des raisons financières.

Antoine Sireyjol. *Les Dossiers de la Drees*, n°7, Drees, octobre 2016. www.drees.social-sante.gouv.fr

Éducation

[La scolarisation des enfants, un droit fondamental parfois mal garanti](#)

L'augmentation du nombre de saisines relatives à des refus de scolarisation des enfants appartenant à la communauté des *gens du voyage* impose au Défenseur des droits de rappeler que tout enfant, quelque que soit son origine, sa nationalité ou encore son mode de résidence, dispose d'un droit à l'éducation.

Jacques Toubon, Défenseur des droits. 27 octobre 2016. www.defenseurdesdroits.fr

Dimension territoriale

[Les habitants des quartiers prioritaires sont nettement plus pauvres que les autres](#)

Une nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville mise en place par la loi du 21 février 2014 définit des quartiers prioritaires (Qp). Dans ces quartiers, la part des allocataires bénéficiaires de prestations sous conditions de ressources est importante. Plus du tiers (36 %) des allocataires en Qp perçoivent le revenu de solidarité active (Rsa), soit presque deux fois plus que sur l'ensemble de la Métropole (19 %).

CAF l'e-ssentiel. N° 166, octobre 2016. www.caf.fr

Médias

[La pauvrophobie](#)

Le mot a été officiellement retenu par ATD Quart Monde, après un sondage auprès de ses militants, et lancé le 17 octobre à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère : la «pauvrophobie», ou rejet du pauvre.

Isabelle Rey-Lefebvre. *Le Monde*, 31 octobre 2016. www.lemonde.fr

[Le revenu universel, solution miracle ou miroir aux alouettes?](#)

Si l'instauration d'un revenu universel offre une perspective novatrice et foisonnante, reste qu'elle pose plusieurs questions. S'agit-il d'un simple cache sexe pour une refonte des minimas sociaux, ou est-ce le moyen d'offrir un revenu d'existence à tous les citoyens majeurs d'une nation, indépendamment de leur activité professionnelle et de leur engagement dans la cité ?

Serge Guérin. *The Huffington Post*, 25 octobre 2016. www.huffingtonpost.fr

[Exclusion : 3 millions de clients bancaires en situation fragile](#)

En France, grâce à la loi qui prévoit le *Droit au compte*, depuis 1984 et à un système bancaire historiquement développé, la population a *un accès quasi universel aux produits bancaires* souligne la Banque de France dans son deuxième rapport annuel de l'inclusion bancaire.

Delphine Cuny. *La Tribune*, 4 octobre 2016. www.latribune.fr

[Pauvreté et mal-logement](#)

En France, près de quatre millions de personnes n'ont pas de logement décent : 600 000 logements sont insalubres, 205 000 personnes n'ont ni toilettes, ni douche. Ce documentaire coup de poing se propose de donner un visage au mal-logement et de raconter sans tabou le quotidien de familles, d'enfants, de travailleurs pauvres et de petits retraités qui ont osé ouvrir les portes de leur logement de fortune.

Claire Lajeunie-Grimblat. Film documentaire TV. France5, 11 octobre 2016. www.france5.fr

Dimension internationale

OCDE

[Les inégalités dans les pays de l'OCDE : l'écart entre riches et pauvres se creuse](#)

Depuis les années 1980, les inégalités de revenu ont augmenté dans la plupart des pays de L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Michael Förster, Odile Rouhban, Céline Thévenot. *Revue Après-demain*, octobre 2016/2 N°38 www.cairn.info

Union Européenne

[17 octobre, Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté](#)

En 2015, environ 119 millions de personnes, soit 23,7% de la population, dans l'Union européenne étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale. La proportion de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale dans l'UE a depuis continuellement baissé pour retrouver son niveau de 2008 (23,7%).

Eurostat. Communiqué presse n°199, octobre 2016. www.ec.europa.eu

[Garantir l'effectivité des droits fondamentaux : une préoccupation commune à l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et au Défenseur des droits](#)

Au sein de l'Union européenne et dans chacun de ses États membres, le droit interdit *a priori* d'établir des différences de traitement dans la plupart des domaines de la vie quotidienne, protection sociale, enfance, santé, logement.

Jacques Toubon. Défenseur des droits. 7 Octobre 2016. www.defenseurdesdroits.fr

Grèce

[Pauvreté, état d'urgence sociale : pour se relever, la Grèce mise sur la santé](#)

Aujourd'hui, les Grecs sont les plus pauvres de la zone euro, devant l'Espagne, puis l'Italie, avec une hausse des situations d'extrême pauvreté. Environ un tiers de la population vit avec moins de 60 % du revenu médian.

La Gazette SantéSocial, octobre 2016. www.gazette-sante-social.fr

Numérique

[De nouvelles mesures pour favoriser l'accès au numérique pour tous](#)

La loi pour une République numérique a été publiée au Journal officiel le 8 octobre 2016. Cette nouvelle disposition vise ainsi à lutter contre la fracture numérique en permettant aux personnes en situation de précarité d'accéder à un service essentiel pour leurs démarches administratives, la recherche d'un emploi ou pour l'accès à l'information.

FNARS. octobre 2016. www.fnars.org

En complément de *La Lettre*, l'ONPES publie, en partenariat avec [France Stratégie](#), un recensement d'études et de rapports qui concernent le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'attention des acteurs publics, privés et associatifs, des chercheurs et des institutionnels.

Les travaux et études qui n'auraient pas été recensés par l'ONPES peuvent être transmis à :

fatima.guemiah@sante.gouv.fr

Si vous souhaitez vous abonner à nos publications merci de vous inscrire à :

drees-onpes@sante.gouv.fr

Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos productions sur le site : www.onpes.gouv.fr
